

- Journaux Afrique du 18 avril 94 (1994 JAF 0108)

543/ Afrique matin (1994 JAF 0108 A)

P = Philippe Leymarie

T = Les hommes du FPR ont poursuivi à Kigali cette nuit leurs tirs de harcèlement. Les négociations avec le gouvernement sont au point mort.

Pap. de Dominique de Courcelles :

Diffusé la veille au soir

Extrait diffusé :

« Le FPR a bien redit qu'il n'y aurait pas de rencontre avec les forces armées tant que celles-ci n'auraient pas répondu aux pré-conditions posées pour une trêve. Or, il semble selon la Minuar que l'état major aurait accepté en tout cas deux des quatre points exigés par le FPR : celui de la constitution de patrouilles mixtes ainsi que le principe d'une enquête judiciaire sur les massacres de ces derniers jours ... Par ailleurs, la nomination aujourd'hui d'un nouveau chef d'état major, Augustin Bizimungu, ne va pas faciliter la suite des opérations. C'est un extrémiste, a déclaré le FPR... La Minuar ne baisse pas pour autant les bras. Elle continue ses discussions séparément avec les deux parties pour tenter d'organiser une rencontre. »

544/ Afrique midi (1994 JAF 0108 C) - 18 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Les casques bleus belges quitteront le Rwanda en principe à partir de demain. Ils doivent être relayés par le contingent ghanéen...

P : Les communications avec Kigali sont devenues très difficiles, voire impossibles. L'envoyé spécial de l'AFP a indiqué que les tirs s'étaient poursuivis pendant toute la nuit dernière...

Corr. de Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

« Les 420 casques bleus belges devraient quitter le Rwanda très rapidement, sans doute à partir de demain mardi. Ils attendent que leurs positions à l'aéroport de Kigali aient été reprises par les 800 casques bleus ghanéens... »

Itw de Christophe Boisbouvier de Paris (Donaig Le Du) :

(Q. de D. le D. : Quel était, quand vous êtes parti, l'état d'esprit des militaires belges ?)

Ils étaient nerveusement à bout... Un officier m'a confié qu'il n'arrivait plus à forcer ses hommes à continuer à porter le casque bleu ou le béret bleu aux couleurs des Nations unies parce que les hommes ne voulaient plus...

(Q. de D. le D. : Pourquoi, à votre avis, étaient-ils traumatisés à ce point ?)

D'abord ils sont dans le collimateur des extrémistes hutus qui les accusent d'être pro-Tutsi, pro-FPR. Ils sont donc plus exposés que les autres... Ce qui n'arrange rien, c'est qu'ils n'ont pas le droit de se défendre. Si on prend les consignes de l'Onu au sens stricte, ils doivent laisser en permanence leur fusil mitrailleur sur le cran de sécurité et ne peuvent le mettre en position de tir qu'après en avoir reçu l'ordre d'un échelon supérieur contacté par radio... L'exemple le plus tragique, qui est à l'origine de tout ce traumatisme, c'est bien sûr ce qui s'est passé le 7 avril... Dix casques bleus ont été encerclés par la Garde présidentielle, très excitée. Trois d'entre eux ont été tout de suite désarmés. Le chef du peloton a contacté son supérieur par radio pour lui demander « Qu'est-ce que je fais ? ». Le supérieur lui a répondu « Tu appliques les consignes de l'Onu, tu dialogues. » Il a dialogué, il s'est fait désarmer avec ses 6 autres compagnons encore armés. On connaît la suite : arrestation, tortures pendant plusieurs heures et mort. Vous voyez donc les raisons qui les poussent aujourd'hui à partir. »

545/ Afrique soir (1994 JAF 0108 D) - 18 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = Poursuite des combats et extension des massacres...

Itw du général Dallaire de Kigali (Christophe Boisbouvier) :

« Il y a eu une offensive partielle du FPR dans le secteur sud-est de la ville.

(Q. de C. B. : Est-ce que les rebelles du FPR sont entrés dans le centre ville ?)

Ici on dit le quartier présidentiel. Non.

(Q. de C. B. : Est-ce que les rebelles vous paraissent en mesure de s'emparer du centre ville et du quartier présidentiel ?)

Le FPR continue ses opérations. Il a eu des renforts dans les nuits passées...

(Q. de C. B. : Est-ce que vous pensez que les FAR ont suffisamment d'hommes et d'artillerie pour résister plusieurs jours ?)

Je pense qu'à voir le nombre de gens là et les préparatifs qu'ils ont, ils sont très déterminés à défendre leurs positions.

(Q. de C. B. : Est-ce que les réfugiés qui se trouvent à l'hôtel des Mille Collines et au stade Amahoro sont menacés à l'heure qu'il est ?)

L'évacuation de ces réfugiés là. En ce moment, ici, tout mouvement de groupe ne serait sûrement pas une solution plausible. Au moins où ils sont, ils sont avec nous.

Au Mille Collines, s'ils y sont encore, il y a des gardiens de la gendarmerie et de l'armée qui sont là. Et puis, j'ai des observateurs onusiens qui sont là aussi. »

P : ... Sur le terrain, les massacres se seraient étendus à l'ensemble du territoire, alors qu'ils semblaient jusqu'à maintenant s'être limités à la capitale. C'est ce qu'a précisé aujourd'hui le CICR. Le CICR ajoute que, depuis le début des affrontements, on dénombre des dizaines voire des centaines de milliers de morts.

Itw de Christophe Boisbouvier (Edmond Sadaka) :

(Q. de E. S. : Vous rentrez de Kigali. Vous avez notamment rencontré plusieurs de ces casques bleus. Ils sont très éprouvés par ce qu'ils ont vu.)

« Nerveusement à bout... Les Belges sont régulièrement visés par des tirs de militaires ou d'extrémistes hutus qui les accusent d'être pro-Tutsi, pro-FPR. Ils sont littéralement traumatisés par la mort de dix de leurs camarades il y a dix jours. D'autant que ces hommes seraient peut être encore en vie s'ils n'avaient pas suivi les consignes des Nations unies... Aujourd'hui, les Belges pensent que la mission de l'Onu est totalement inadaptée à la situation sur place... Plus personne ne peut les empêcher de partir.

(Q. de E. S. : ... En l'absence des Belges, la tâche de l'Onu semble quasiment impossible.)

Oui en effet... La Minuar va perdre une grande partie de ses capacités. Le général Dallaire le reconnaît lui-même. Les quelques 2 000 casques bleus ghanéens et bengladeshis vont risquer très gros. On peut se demander dans quel but ? Dans le nord, où ils devaient empêcher la reprise des combats, ils ont été inefficaces. La preuve. Dans la capitale, ils ont préféré se replier sur l'aéroport. Reste c'est vrai, et c'est important, l'état major de la Minuar, et avec à sa tête ce général obstiné, Roméo Dallaire, qui croit toujours à un cessez le feu, et qui est, c'est vrai, le seul interlocuteur qui soit encore respecté par les deux parties. »

P : Quant au personnel du CICR, ils restent en place à Kigali malgré les combats qui font rage dans le centre de la ville.

- Journaux Afrique du 19 avril 94 (1994 JAF 0109)

546/ Afrique matin (1994 JAF 0109 A)

P = Philippe Leymarie

T = La Croix rouge internationale affirme que les massacres se sont étendus à l'ensemble du pays. Le représentant de l'Onu au Rwanda affirme que les casques bleus n'abandonneront pas le pays malgré le départ des Belges.

P : Le CICR commence à y voir plus clair dans ce qui s'est passé et qui se déroule encore au Rwanda. Pour lui, les massacres ethniques se sont étendus à tout l'ensemble du pays et il faut envisager qu'il y ait eu des dizaines et des dizaines de milliers de morts et au moins 400 000 nouveaux réfugiés depuis le début des affrontements.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

Extrait de l'itw diffusée la veille au soir et réécrite en papier :

« Les casques bleus belges sont nerveusement à bout... Ils sont littéralement traumatisés par la mort de dix de leurs camarades il y a dix jours. D'autant que ces hommes seraient peut être encore en vie s'ils n'avaient pas suivi les consignes des Nations unies... Aujourd'hui, les Belges pensent que la mission de l'Onu est totalement inadaptée à la situation sur place... La Minuar va perdre une grande partie de ses capacités. Le général Dallaire le reconnaît lui-même. Les quelques 2 000 casques bleus ghanéens et bengladeshis risquent gros. »

P : ... Pour Jacques Roger Booh Booh, un départ précipité des casques bleus équivaldrait à une non assistance à personne en danger...

Pap. de Ghislaine Dupont :

« Obtenir une place dans un avion n'est pas simple pour les Africains qui tentent de quitter Kigali... Depuis toujours, les Rwandais fuient au Burundi et les Burundais fuient au Rwanda au fil des massacres entre Tutsi et Hutu et au fil aussi des coups d'Etat. Jusqu'à présent, l'essentiel des évacuations assurées par les soldats français ou belges n'avait concerné que les étrangers blancs. « Je suis Zaïrois, pourquoi est-ce que je ne peux pas partir ? », demande un fonctionnaire réfugié comme beaucoup d'autres à l'hôtel des Mille Collines. « On nous a dit seulement les Blancs », lui répond le soldat belge. Pourtant, quelquefois les militaires ont pu faire des miracles pour cacher dans leurs camions des familles rwandaises qui risquaient d'être massacrées par des miliciens hutus... »

547/ Afrique midi (1994 JAF 0109 C) - 19 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Toujours des combats très violents à Kigali ce matin. Le gouvernement tanzanien demande aux belligérants de participer le week-end prochain à des négociations de paix à Arusha.

P : De violents tirs d'artillerie à Kigali ce matin. Un obus a même touché le stade Amahoro, un stade où plus de 4 000 personnes sont réfugiées.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«...Un responsable de l'Onu sur place parle de bombardements intenses et de tirs nourris entre les rebelles du FPR et les FAR...Le FPR annonce avoir pris hier matin la plus grosse caserne du pays, celle de Byumba, qui abritait entre 3 000 et 4 000 soldats gouvernementaux, et la ville de Ruhengeri serait, elle, assiégée par les rebelles... Ceux qui échappent aux combats et aux massacres tentent de fuir. D'après la Croix rouge internationale, il y aurait 300 000 personnes massées près de la frontière tanzanienne, sans compter les 100 000 au sud près de la frontière burundaise et les milliers d'autres déjà partis vers le Zaïre. »

Corr. de Quentin Dickinson de Luxembourg :

«L'Union européenne se dit consternée que la violence généralisée et les atrocités se poursuivent et s'étendent même au Rwanda. Les Douze sont horrifiés par le très grand nombre de victimes de ce qu'ils hésitent encore, sans que l'on sache bien pourquoi, à qualifier officiellement de guerre civile... Faut de mieux, ils misent beaucoup sur une action humanitaire, dont ils ne prendraient pas l'initiative, mais à laquelle ils s'engagent à prendre leur part. C'est la Belgique qui a insisté pour que l'Union européenne s'exprime maintenant sur le Rwanda même si les termes de la déclaration peuvent apparaître sans réelle substance. Les Douze ne pouvaient faire moins. Et puisqu'ils sont actuellement tout à leur affaire bosniaque, on ne pouvait guère en attendre plus. »

548/ Afrique soir (1994 JAF 0109 E) - 19 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = Nouvelle journée de violences à Kigali. Le stade national Amahoro a été notamment bombardé ce matin. Ce stade abritait près de 4 000 réfugiés. On dénombrerait au moins 25 morts et des dizaines de blessés.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« 25 morts, 56 blessés, c'est le dernier bilan à la suite de la chute de plusieurs obus sur le stade Amahoro. Un obus est aussi tombé sur le toit de l'hôtel Amahoro, où est installé le quartier général de la mission de l'Onu... Mokhtar Gueye qui était dans son bureau est sain et sauf. Pour lui, il n'y a pas de doutes. Ce sont les FAR qui ont tiré... C'est dire combien le climat se dégrade...Ce soir, on ne parle plus de cessez le feu... »

P : Selon des témoignages de plusieurs journalistes occidentaux sur place dans la région, une fausse commune a été découverte ce mardi dans le nord-est du pays, à Kaziguro. Une fausse dans laquelle auraient été jetés les corps de 800 personnes. 10

d'entre elles encore vivantes ont été retirées de ce charnier par des soldats du FPR et par des journalistes étrangers.

- Journaux Afrique du 20 avril 94 (1994 JAF 0110)

549/ Afrique matin (1994 JAF 0110 A)

P = Philippe Leymarie

T = L'armée bombarde un stade qui abrite des milliers de réfugiés. Au moins 25 morts et une cinquantaine de victimes.

P : L'organisation Human Right Watch, dans une lettre au président du Conseil de sécurité des Nations unies, affirme que les atrocités se sont étendues dans le pays. Il pourrait y avoir jusqu'à 100 000 morts au cours des deux semaines écoulées. Un carnage, qui, selon cette organisation, était d'ailleurs prévu bien avant la mort accidentelle ou le meurtre du président rwandais, puisqu'une milice de 1 700 jeunes affiliée au parti du président avait été entraînée et équipée par l'armée depuis plusieurs mois dans ce but...

Pap. de Christophe Boisbouvier :

Diffusé la veille au soir

550/ Afrique midi (1994 JAF 0110 C) - 20 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Les Nations unies évacuent 500 membres de leur mission, des personnels militaires non essentiels. Les casques bleus belges ont tous quitté le pays hier soir.

P : Les casques bleus belges ont quitté le Rwanda en un temps record. Ce qui témoigne sans doute du désarroi, voire du dégoût ressentis par ces militaires qui ont souvent assisté, impuissants, aux massacres de ces derniers jours...

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

«...Pour des raisons de sécurité, le secret avait été gardé le plus longtemps possible. L'opération d'évacuation... s'est faite par voie aérienne... Des casques bleus très éprouvés et révoltés par l'impuissance des Nations unies, par la campagne anti-belge orchestrée par les extrémistes hutus et par les conditions de leur départ précipité, que

certaines ressentent avec une certaine honte. « Notre présence là-bas a coûté à dix de nos camarades assassinés et n'a servi strictement à rien », déclarait un para écoeuré et la rage au cœur. Plusieurs d'entre eux ont assisté impuissants à des massacres de civils sans pouvoir intervenir à cause des règles d'engagement de l'Onu. Des règles dont on se demande ici en Belgique si elles ne violent pas le droit humanitaire d'assistance à personne en danger. »

P : Difficile de savoir ce qui se passe exactement à Kigali. Les liaisons téléphoniques avec le Rwanda sont désormais complètement interrompues. Les Nations unies ont établi un nouveau bilan du bombardement qui a touché le stade Amahoro. 40 personnes au moins ont été tuées. Près de 5 000 civils étaient réfugiés dans ce stade atteint par des obus des FAR. Ce matin, les Nations unies ont décidé d'évacuer 500 membres de la Minuar. Il s'agit de personnes militaires non essentielles, c'est-à-dire de soldats non combattants... Une nouvelle série d'évacuation qui pose la question d'un abandon total du Rwanda par les Nations unies.

Itw d'Alphonse Nkubito, réfugié depuis quelques jours à Bruxelles, procureur général de la Cour d'appel de Kigali et un des responsables des ligues des droits de l'homme (Dominique de Courcelles) :

« Il faudrait que l'Onu puisse maintenir la Minuar au Rwanda mais il faudrait changer sa mission. Je crois que l'Onu a une mission morale, l'obligation morale de protéger les personnes en danger. Et au Rwanda, c'est le cas. Il y a des civils innocents qui sont vraiment des otages... Il faudrait que l'Onu puisse peser de tout son poids auprès des belligérants pour qu'ils puissent entamer les négociations...

(Q. de D. de C. : Vous croyez encore à un rôle possible de l'Onu au Rwanda ?)

J'y crois, en transformant la mission. Cette fois-ci, il faut leur donner non pas une mission d'observer mais une mission de police pourquoi pas, même de négocier, d'assurer la médiation entre les parties belligérantes. »

P : La France vient d'affréter un avion pour porter de l'aide d'urgence aux Rwandais réfugiés au Zaïre et au Burundi. Il s'agit essentiellement d'entrepôts démontables, de couvertures et de bâches en plastique. Une partie du chargement a été envoyé vers Goma, le reste est en train d'être acheminé vers Bujumbura.

551/ Afrique soir (1994 JAF 0110 D) - 20 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = Les casques bleus continuent à quitter le Rwanda. Après le départ des Belges, ce sont des Ghanéens et des Bengladeshis qui ont quitté le pays aujourd'hui. Sur le terrain, les massacres se poursuivent, notamment dans le centre.

P : Les massacres se poursuivent dans le centre du pays, dans la région de Butare précisément. C'est ce qu'indique une équipe de MSF opérant dans un hôpital de cette ville... Les Nations unies précise qu'elles retirent leur personnel militaire non essentiel et ceci dans la crainte d'une escalade du conflit...

Itw d'Alphonse Nkubito (Dominique de Courcelles) :
Diffusée le midi

P : ...Des tirs ont éclaté à la frontière avec le Burundi lorsque des milliers de Rwandais tentaient apparemment de passer cette frontière. Selon le PAM, un nombre indéterminé de personnes ont été tuées. Cela dit, il est très difficile d'obtenir des indications précises sur la réalité de la situation puisque les liaisons téléphoniques ne fonctionnent pas. Seule certitude, la violence continue et elle semble s'étendre. Christophe Boisbouvier, vous étiez il y a une semaine au Rwanda...

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« Si l'Onu s'en va, il n'y aura plus de témoins, il n'y aura plus d'arbitres. A Kigali, les casques bleus sont les derniers observateurs étrangers et là où ils sont, ils peuvent encore éviter le pire, l'enlèvement des réfugiés. Comme le dit le représentant spécial Jacques Roger Booh Booh, un départ précipité, ce serait de la non assistance à personne en danger. A Kigali, les casques bleus sont aussi les derniers interlocuteurs respectés par les deux parties. C'est pourquoi la France demande à l'Onu de persévérer même si sa tâche est extrêmement difficile. Le retrait de l'Onu, ce serait donc une deuxième catastrophe pour le Rwanda. Mais pour convaincre les casques bleus de rester, il faudra sans doute leur donner une plus grande marge de manœuvre sur le terrain, le droit éventuel de riposter aux menaces. Un officier belge de retour dans son pays confie qu'il n'est pas fier de ce qu'il a fait. « C'était comme un combat de boxes avec des menottes. »

P : A signaler que la France vient d'affréter un avion chargé d'acheminer de l'aide aux réfugiés qui ont fui la guerre civile au Rwanda. L'appareil qui a été mis à la disposition du HCR doit permettre de transporter 38 tonnes de matériels d'hébergement pour les réfugiés se trouvant au Zaïre et au Burundi.

- Journaux Afrique du 21 avril 94 (1994 JAF 0111)

552/ Afrique matin (1994 JAF 0111 A)

P = Philippe Leymarie

T = Des centaines de casques bleus du Ghana et du Bangladesh évacuent le Rwanda à leur tour.

P : ...Selon MSF Belgique, l'hôpital central de Butare a reçu hier des dizaines de blessés par arme blanche mais aussi par balle et par éclats de grenade. Les personnes fuyant les massacres qui se regroupaient dans des écoles et des églises ont été systématiquement éliminées dans cette région, selon les témoignages recueillis par MSF. Les rebelles du FPR affirment avoir conquis plusieurs villes et encerclé celle de Ruhengeri, conquis Byumba, ainsi que la région de Mutara ainsi qu'une partie de la région de Buganza. La radio des rebelles qui affirme également avoir marqué des points dans la capitale. Kigali, d'où sont partis hier quelques 400 casques bleus... La Minuar compte maintenant 1 700 hommes, donc 800 de moins qu'il y a quelques jours...

Pap. de Christophe Boisbouvier :

Diffusé à midi

553/ Afrique midi (1994 JAF 0111 C) - 21 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = La multiplication des réfugiés dans les pays voisins. 50 000 personnes au moins ont quitté le pays selon le HCR.

P : ...L'ambassadeur du Rwanda au Zaïre affirme que l'avion présidentiel a été abattu au-dessus de Kigali par un missile tiré par trois casques bleus belges de la Minuar. Selon toujours cet ambassadeur, les trois casques bleus auraient ensuite été abattus par des militaires rwandais. Une version totalement contradictoire avec celle des casques bleus qui ont toujours affirmée depuis le 6 avril être totalement étrangers à cet attentat. Il faut savoir qu'il existe depuis plusieurs années un fort ressentiment anti-belge parmi les FAR. ...Les Nations unies ont confirmé la prise par le FPR de Byumba...

Invité : Alphonse Nkubito, réfugié depuis quelques jours à Bruxelles, procureur général de la Cour d'appel de Kigali et président du collectif des droits de l'homme du Rwanda.

Itw d'Alphonse Nkubito (Dominique de Courcelles) :

« La crise que traverse mon pays est une crise politique, qui n'est pas spontanée. C'est vrai que l'accident, c'est comme de l'huile que l'on verse sur le feu... On avait même dressé une liste de gens à éliminer.

(Q. de D. de C. : Qui on ?)

La mouvance présidentielle... Cette liste qui a servi à éliminer les gens qu'on appelle complices du FPR, désignés comme étant les Tutsi et les gens hutu de l'opposition modérée. C'est ainsi que toute l'opposition modérée a été décapitée...

(Q. de D. de C. : Quand vous dites des gens de la mouvance présidentielle, est-ce que ce sont tous les gens pro-Habyarimana ou bien le président lui-même avait une aile très extrémiste, dure, qui avait peur que lui en vienne aussi à appliquer les accords d'Arusha ?)

C'est vrai qu'il y avait une aile dure parmi les mouvantistes, c'est comme ça qu'on les appelle... Parmi sa mouvance, il y avait des Hutistes spécialistes qui ne veulent pas entendre d'autres catégories de la population.

(Q. de D. de C. : Et vous pensez que ces gens se sont déchaînés parce qu'ils avaient l'impression que le président Habyarimana allait finalement appliquer les accords d'Arusha ?)

C'est une des hypothèses. Tout comme ça pourrait être le fait d'autres militants qui voudraient tout simplement éliminer le président de la République... Un président qui a dirigé le pays en dictature pendant plus de 20 ans, il a nécessairement des ennemis. Mais l'une des hypothèses, c'est que l'aile dure de sa mouvance peut désespérément l'avoir éliminé pour provoquer, ce qu'on a appelé chez nous, l'apocalypse.

(Q. de D. de C. : Est-ce qu'à votre avis, le président Habyarimana allait appliquer ses accords ou non ?)

En fait, on se demandait sa position. On remarquait que réellement il ne faisait rien pour faire avancer le processus mais ce qu'il déclarait était justement à l'encontre des faits. Nous pensons qu'il avait peut être un double langage pour peut être apaiser les durs de son parti qui ne voulaient pas que les accords soient mis en application.

(Q. de D. de C. : Dans ces gens qui ne voulaient pas l'application des accords d'Arusha, est-ce que vous englobez toute l'armée et la Garde présidentielle ?)

Non, je ne peux pas englober toute l'armée mais la Garde présidentielle est dans le coup parce que même avant l'accident, elle s'était livrée à des massacres de civils innocents. Ce sont eux qui d'ailleurs animent la milice du MRND....

(Q. de D. de C. : Quelle est la position de l'armée à votre avis ?)

Je ne veux pas dire qu'elle est divisée mais parmi les militaires, il y a des types de bonne volonté qui veulent vraiment servir la nation. Par exemple, ces militaires qui ont pu m'évacuer personnellement... Tous ne veulent pas de ces morts, ne veulent pas du sang des citoyens rwandais. Le mal pour le moment, c'est que l'aile dure de l'armée, c'est-à-dire les extrémistes, puissent prendre le dessus... malheureusement, je viens d'apprendre qu'on a désigné le chef d'état major parmi l'aile dure de l'armée.

(Q. de D. de C. : Augustin Bizimungu ?)

Les gens du nord dans l'armée, spécialement les gens de chez le président, ils ont vraiment une haine terrible contre les gens qui ne sont pas de chez eux. C'est pour cela que ce sont eux qui organisent tous ces massacres. La majorité des officiers sont du nord.

(Q. de D. de C. : Est-ce que les modérés ont rejoint le FPR ? En ce moment, dans les combats, où se positionnent-ils ?)

Ils ne peuvent pas rejoindre le FPR parce qu'on les a ignorés. Ils aimeraient être neutres mais ils n'ont pas l'occasion. Nous vivons une situation où il y a trop de passions. Si un militaire se déclare contre ces massacres, on le met dans le même fossé que l'ennemi.

(Q. de D. de C. : Vous approuvez la position du FPR qui consiste à dire non aux négociations avec ce gouvernement intérimaire complètement extrémiste et il n'y a de place pour l'instant que pour les combats pour rétablir l'ordre ?)

Non. Je crois que cela est une position extrême. Ce que je crois, c'est qu'il n'y aura ni vainqueur, ni vaincu. Parce que même si le FPR prenait la capitale, dans la population, si on continue à faire croire à la population que le FPR est un mouvement monarchiste, et bien ce sera terrible. Il faut nécessairement négocier...et les responsables de ces massacres doivent être punis. »

554/ Afrique soir (1994 JAF 0111 D) - 21 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = Malgré la perspective de nouveaux pourparlers de paix après demain en Tanzanie, poursuite des combats au Rwanda... A Genève, le Croix rouge internationale parle ce soir de carnages sans trêve ayant peut être atteint des centaines de milliers de morts...Le témoignage exclusif de Faustin Twagiramungu...

P : La première interview de Faustin Twagiramungu depuis sa fuite de son domicile de Kigali le 7 avril dernier. Le Premier ministre désigné...a échappé de très près à l'arrestation et à la mort. Aujourd'hui, il est en lieu sûr. Il donne ce soir son premier témoignage. L'extrait que nous avons choisi de vous faire entendre concerne la perspective de nouveaux pourparlers de paix rwandais prévus après demain en Tanzanie. Christophe Boisbouvier lui a demandé quelles pourraient être les conditions des rebelles avant tout accord.

Itw de Faustin Twagiramungu (Christophe Boisbouvier) :

« Pas de négociations avec le gouvernement intérimaire parce que ce gouvernement n'a pas respecté le contenu de l'accord de paix, qui est devenu la loi fondamentale régissant les affaires dans notre pays aujourd'hui. Ce qu'il faut faire aujourd'hui, c'est prendre des décisions politiques avec des contacts entre les officiers de l'état major et le FPR. Mais sinon le gouvernement il n'y a pas de contacts parce que le gouvernement n'existe pas. Cette solution que nous envisageons doit tout de même être précédée de préalables. Est-ce que les militaires sont d'accord pour dénoncer la Garde présidentielle, de pacifier le peuple rwandais, de demander à ce que les massacres qu'ils ont entamés eux-mêmes puissent cesser à travers le pays ? S'ils

acceptaient ces conditions et qu'ils arrêtaient les émissions de la fameuse radio libre des Mille Collines, à ce moment-là la solution politique peut être trouvée. »

P : ... Le FPR a déclaré aujourd'hui qu'il comptait bien envoyer une délégation à Arusha mais, je cite, pour rencontrer uniquement des militaires et non le gouvernement intérimaire qu'il ne reconnaît pas. Sur le terrain, de nouveaux combats ont éclaté à Kigali. Le CICR annonce depuis Genève que le nombre exact des victimes des violences perpétrées depuis deux semaines ne pourra jamais être connu et qu'il pourrait atteindre des centaines de milliers de morts. « La tragédie qui frappe le peuple rwandais est par son ampleur l'une des plus graves qu'ait jamais connu la Croix rouge internationale », disait tout à l'heure Jean Daniel Tot, délégué général pour l'Afrique au CICR. La Minuar confirme aujourd'hui la prise de la ville de Byumba par le FPR.

Itw de Philippe Gaillard, délégué du CICR au Rwanda (Muriel Pomponne) :

« La situation est extrêmement tendue à Kigali... La colline de Rebero a aussi été pilonnée une partie de la journée. L'hôtel occupé par le FPR sur cette colline est en feu. La situation à Kigali comme partout au Rwanda est désespérante, elle est désespérée. C'est le dialogue par les armes et les machettes. Il n'y a vraiment aucun espace pour un dialogue politique, pour essayer de mettre au minimum un tout petit peu d'humanité dans ce qui reste de population au Rwanda. Je profiterais de cette occasion qui m'est donné pour faire un appel non seulement à la communauté internationale mais en particulier aux Rwandais qui écoutent RFI pour leur dire d'arrêter de se suicider. Tout le monde perd dans cette guerre, tout le monde perd. »

P : Boutros Boutros-Ghali a proposé ce soir plusieurs options pour la Minuar. Il demande au Conseil de sécurité de choisir entre un renforcement massif de ses troupes permettant de rétablir l'ordre ou au contraire une réduction substantielle de l'opération...

Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :

« Le ministre belge de la défense a qualifié de stupide les affirmations de l'ambassadeur rwandais au Zaïre... Bruxelles a catégoriquement rejeté pareilles accusations et exigé une enquête internationale pour établir les circonstances de la chute de l'avion présidentiel. Il est étonnant que dans un pays qui n'est pas des mieux organisés, déclarait récemment le ministre belge des Affaires étrangères, toutes les voies d'accès à l'aéroport aient été bouclées dans les 10 min après l'attentat et que les massacres aient commencé une heure plus tard comme la phase n°1 d'un plan soigneusement préparé. Par ailleurs, une information judiciaire a été ouverte en Belgique à l'encontre de l'animateur de la radio privée Mille Collines. Georges Ruggiu, d'origine italienne et de nationalité belge, diffusait une propagande violemment anti-belge, qualifiée par certains rapatriés de véritable incitation au meurtre. Il serait actuellement quelque part à l'étranger. »

- Journaux Afrique du 22 avril 94 (1994 JAF 0112)

555/ Afrique matin (1994 JAF 0112 A)

P = Assane Diop

T = La Minuar passe de 2 500 hommes à 270. Décision adoptée cette nuit par le Conseil de sécurité de l'ONU. Réduction drastique pour raisons financières qui intervient alors que se profile une rencontre entre les parties belligérantes samedi prochain à Arusha.

P : ...C'est sur la base d'un rapport fourni par le secrétaire général que le Conseil de sécurité a pris sa décision.

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

«...Autant dire que les Nations unies ne vont maintenir qu'une présence symbolique au Rwanda...Le Conseil de sécurité devait choisir parmi trois options : soit un retrait pur et simple qui aurait marqué l'échec cuisant des Nations unies, soit une augmentation sensible du nombre des soldats, soit une présence minimum, celle qui a finalement été retenue. Les débats ont été difficiles, parfois âpres au sein du Conseil qui a tout de même voté la résolution à l'unanimité. Les non alignés ont défendu l'idée d'un renforcement massif des casques bleus. Les Occidentaux ont plaidé pour la réduction substantielle en invoquant le coût de l'opération et en faisant remarquer qu'en l'état actuel de la situation au Rwanda, aucun cessez le feu n'est envisageable, ce qui rend périlleuse l'action humanitaire des soldats de l'Onu. »

P : ...Une option préconisée par les Etats-Unis. Quant aux Etats africains, ils souhaitent au contraire un renforcement des casques bleus. Pourquoi déployer 30 000 casques bleus dans l'ex-Yougoslavie et refuser dans le même temps de consolider leur présence au Rwanda, ont notamment interrogé les diplomates africains auprès des Nations unies... Le FPR renforce ses troupes autour de Kigali. C'est ce que rapporte une source de l'Onu sur place...

Pap. de Christophe Boisbouvier :

«Il y a deux points de blocage : sur le choix des interlocuteurs et sur les préalables. Le FPR refuse de discuter avec un gouvernement intérimaire qu'il qualifie de clique d'assassins...Il n'accepte de discuter qu'avec les militaires rwandais. Que se passera-t-il demain si le gouvernement intérimaire fait le déplacement d'Arusha ? Les rebelles posent des préalables à toute négociation sérieuse. Ils exigent l'arrêt des massacres et la dissolution de la Garde présidentielle et la fermeture de la radio extrémiste des Mille Collines à Kigali. Les FAR connaissent ces préalables depuis une semaine et n'y ont toujours pas répondu. Après l'échec de la médiation de l'Onu, le président tanzanien devra mettre tout son poids dans la balance.»

P : Il y aurait eu plusieurs centaines de milliers de morts depuis le début de la crise rwandaise, le 6 avril dernier. C'est ce qu'estime le CICR qui a donné une conférence de presse hier à Genève. On ne connaîtra jamais le chiffre exact de victimes mais le carnage est sans trêve, a ajouté le CICR. Le Rwanda mettra plusieurs années à se remettre de ce génocide, affirme pour sa part le délégué du CICR à Kigali.

Itw de Philippe Gaillard, délégué du CICR au Rwanda (Muriel Pomponne) :

« Le ministre rwandais des Affaires étrangères a annoncé qu'il y avait 2 millions de personnes déplacées, seulement dans le sud du pays... Les infrastructures sont détruites. Il y a un nombre de cadres administratifs, bancaires, politiques qui sont morts... Ce pays est bloqué, est paralysé pour les 20 prochaines années. Alors il faut pas oublier, il faut pas oublier, il faut pas oublier le Rwanda. »

556/ Afrique midi (1994 JAF 0112 B) - 22 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Les Nations unies jettent l'éponge. Demain soir, l'effectif de la Minuar ne sera plus que de 270 personnes... Beaucoup accusent les Nations unies d'abandonner le Rwanda.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« ...Une compagnie d'infanterie de 150 hommes sous les ordres du général Roméo Dallaire, fidèle au poste, et du personnel civil, avec à sa tête le représentant spécial Jacques Roger Booh Booh. Mission de ces 270 hommes : servir d'intermédiaire entre les FAR et les rebelles du FPR... « Cette réduction drastique des effectifs de casques bleus à Kigali ne signifie pas que les Nations unies abandonnent le Rwanda à son sort », affirme Jacques Roger Booh Booh. « Je continuerai toutes mes activités et je laisserai notamment mes observateurs auprès des réfugiés qui sont encore à Kigali », déclare de son côté le général Dallaire... L'ambassadeur du Rwanda aux Nations unies se demande pourquoi sur d'autres terrains difficiles, comme la Bosnie, on ne réduit pas les effectifs. Au contraire, on les renforce jusqu'à 30 000 hommes. »

P : ...Le président par intérim du Burundi déplore le départ des casques bleus et rappelle que les droits de l'homme n'ont pas de couleur. Pour sa part, Oxfam se dit scandalisé par la décision du Conseil de sécurité. Oxfam affirme que de nombreux civils qui s'étaient placés sous la protection des Nations unies ont menacé de se suicider si les casques bleus partaient. C'est vrai que beaucoup ont l'impression que la communauté internationale abandonne les Rwandais à leur propre sort. Anne-

Laure Marie a demandé à Alain Juppé si l'Occident et la France en particulier avaient décidé de laisser tomber le Rwanda.

Itw d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères (Anne-Laure Marie) :

«Pas du tout. Vous savez que des efforts diplomatiques sont actuellement en cours, notamment en Ouganda, pour renouer le processus d'Arusha, c'est-à-dire la réconciliation entre les différentes parties, la constitution d'un gouvernement qui partage le pouvoir. Un projet a été élaboré en ce sens. Il était nécessaire d'ajuster les effectifs de la force des Nations unies pour tenir compte de la situation sur le terrain. Et la France a beaucoup tenu à ce que l'action des Nations unies ne soit pas interrompue. Elle est suspendue mais elle pourra reprendre dès lors qu'on aura progressé dans la direction d'un cessez le feu et d'un retour aux accords d'Arusha. »

Itw de Philippe Gaillard, délégué du CICR au Rwanda (Muriel Pomponne) :

Diffusée le matin

Invité : Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné, qui a échappé à la Garde présidentielle.

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné (Christophe Boisbouvier) :

«Le 7 au matin, la fusillade a commencé vers 5h20. Je me suis entretenu avec la regrettée Premier ministre... A 8h30, un gendarme m'a informé que la situation devenait de plus en plus sérieuse. Et je remercie l'ambassadeur de France d'avoir communiqué avec les gens de la Minuar, qui m'ont envoyé un véhicule blindé... Depuis lors, le 7, je suis resté sans communications, jusqu'au moment où on m'a demandé de m'évader avec le personnel de la Minuar. Et là, j'ai échappé, je suis quelque part.

(Q. de C. B. : L'assassinat des personnalités de l'opposition a-t-il été ordonné en haut lieu ou a-t-il été décidé par la base de la Garde présidentielle ?)

Ce n'est pas la base de la Garde présidentielle... Ca me paraît que ça a été décidé bien auparavant parce que les autorités politiques du MRND surtout avaient décidé de distribuer des armes à feu à la milice du MRND. Je ne vois pas comment cette Garde présidentielle aurait pu trouver des gens chez eux et savoir l'adresse de chacun. Ce qui a été fait était planifié par des extrémistes au sein de l'armée. Ce sont des extrémistes de l'Akazu qui se servent maintenant des autres personnalités pour tromper l'opinion internationale qu'il s'agit ici d'un conflit interethnique. Il n'en est rien du tout. S'il s'agissait d'un conflit interethnique, on ne comprend pas pourquoi les gens de l'opposition, tous, qui comprennent les Hutu et les Tutsi, ont été pour la plupart assassinés.

(Q. de D. de C. : A votre avis, qui est derrière l'attentat contre l'avion du président Habyarimana ?)

Je ne crois pas personnellement que le président ait été assassiné par les Belges. Pour quel intérêt ? Je ne crois pas non plus que cette méthode a été utilisée par le FPR. Je

pense qu'il a été assassiné par des militaires extrémistes, au sein de sa garde présidentielle, ou tout simplement dans son cercle de militaires qui forment le clan au sein de l'armée. Pourquoi ? Parce que les militaires extrémistes voulaient aussi que le président reprenne la guerre. Le président préférerait tout simplement utiliser les moyens dilatoires, de refuser à ce que le gouvernement de transition soit mis en place... Ils ont préféré tout simplement le liquider afin de continuer à détenir les privilèges...

(Q. de D. de C. : Aujourd'hui les rebelles encerclent le centre ville de Kigali. Est-ce que vous pensez que la solution est militaire ?)

Une solution politique serait bien entendue meilleure. Mais cette solution que nous envisageons doit tout de même être précédée de préalables. Est-ce que les militaires sont d'accord pour dénoncer la Garde présidentielle, de pacifier le peuple rwandais, de demander à ce que les massacres qu'ils ont entamés eux-mêmes puissent cesser à travers le pays ? Pas de négociations avec le gouvernement intérimaire parce que ce gouvernement n'a pas respecté le contenu de l'accord de paix. S'ils acceptaient ces conditions et qu'ils arrêtaient les émissions de la fameuse radio libre des Mille Collines, à ce moment-là la solution politique peut être trouvée. »

557/ Afrique soir (1994 JAF 0112 C) - 22 avril 1994

P = Yves Rocle

T =... La décision est contestée par l'Oua et par des ONG. Le FPR et l'armée rwandaise devraient se rencontrer demain à Arusha.

P :...Le retrait va être rapide. Il est d'ailleurs commencé.

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« ... Une compagnie d'infanterie de 150 hommes sous les ordres du général Roméo Dallaire, fidèle au poste, et du personnel civil, avec à sa tête le représentant spécial Jacques Roger Booh Booh. Mission de ces 270 hommes : servir de médiateur entre les belligérants et peut être encore éviter le pire pour les milliers de réfugiés bloqués dans Kigali. Le général Dallaire nous a affirmé qu'il maintiendrait des observateurs dans tous les lieux où sont rassemblés ces malheureux. Mais ce soir bien sûr l'inquiétude augmente. »

Itw de M. Ndagijimana, ambassadeur du Rwanda à Paris (Dominique de Courcelles) :

«Je pense que la décision du Conseil de sécurité risque de créer un vide difficile à combler. Comme vous le savez, les massacres continuent et la guerre continue sur tous les fronts. Il est donc à craindre que ce retrait soit perçu par les uns et par les autres comme un encouragement à la poursuite des combats et à la poursuite des

massacres...J'ose espérer que ce retrait n'est pas définitif...Ce sont des milliers de vies humaines qui sont en danger... La Minuar ne peut pas assister à ces massacres sans décrédibiliser les Nations unies. »

Itw d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères (Anne-Laure Marie) :

Diffusée à midi

Pap. de Christophe Boisbouvier :

« Restons prudent. Le bureau politique du FPR était en réunion quelque part au Rwanda. A l'heure qu'il est, il ne semble pas s'être encore formellement décidé à aller ou non à Arusha...Le FPR demande avant toute discussion un engagement précis aux FAR pour mettre fin aux massacres. Le FPR est en position de force sur le plan militaire...Pour le décider, le président tanzanien devra mettre tout son poids dans la balance.»

P : ...Les combats et les massacres se poursuivent. Le HCR estime que 100 000 Rwandais ont réussi à fuir dans les pays voisins...

- Journaux Afrique du 23 avril 94 (1994 JAF 0113)

558/ Afrique matin (1994 JAF 0113 A)

P = Assane Diop

T = Rencontre en principe entre les belligérants rwandais à Arusha. Le Rwanda et la communauté internationale souhaitent d'ailleurs que cette réunion débouche sur la fin des hostilités.

P : Tous les espoirs de paix passeront aujourd'hui par Arusha. C'est en principe dans cette ville que les frères ennemis rwandais qui se battent et s'entretuent massivement depuis le 6 avril dernier doivent se réunir ce samedi. Pour appuyer cette initiative, tous les pays de la région sont mobilisés. Mobilisées aussi les Nations unies. Jacques Roger Booh Booh s'est rendu dès hier à Arusha. Pays africains et occidentaux ont également dépêchés sur place des observateurs. Tous attendent d'Arusha que le dialogue prenne le pas sur les affrontements au Rwanda.

Itw de Jean Marie Ndagijimana, ambassadeur du Rwanda à Paris (Dominique de Courcelles) :

« Je crois au dialogue... Est-ce que nous allons continuer à raisonner par la voix de la machette ou alors le dialogue doit prendre la place des armes ?... Si on n'a pas de

dialogue maintenant que les populations meurent, maintenant que les populations sont pris en otage par les belligérants, quand est-ce qu'on va dialoguer ? Quand il n'y aura plus de population rwandaise ? On peut à mon avis arrêter les massacres et arrêter la guerre sur les autres fronts... Est-ce qu'on ne pourrait pas faire appel au Premier ministre désigné Faustin Twagiramungu... ? Parce c'est aujourd'hui l'autorité la plus légitime, du moins au terme des accords d'Arusha... Ce dialogue ne peut pas se faire en l'absence du Premier ministre désigné par les accords d'Arusha. »

Pap. de Christophe Boisbouvier :

Diffusé la veille au soir (papier légèrement réécrit)

P : ...A Genève, les employés du HCR ont manifesté hier dans le silence contre, je cite, l'indifférence de la communauté internationale. Même désapprobation du désengagement de l'Onu de la part de l'Oua et de plusieurs ONG internationales...

559/ Afrique midi (1994 JAF 0113 B) - 23 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Rencontre en principe entre les belligérants rwandais à Arusha. Le Rwanda et la communauté internationale souhaitent d'ailleurs que cette réunion débouche sur la fin des hostilités.

Pap. de Muriel Pomponne :

«Elle devrait s'ouvrir aujourd'hui en fin d'après midi ou au plus tard demain matin. La réunion sera présidée par le Premier ministre tanzanien... On attend d'un moment à l'autre l'arrivée du secrétaire général de l'Oua... On attend les deux principaux protagonistes... Côté gouvernemental, la délégation devrait être dirigée par le ministre de l'Intérieur du gouvernement intérimaire Faustin Munyazesa accompagné de deux officiers des FAR. La délégation est partie de Gitarama, est passée à Goma avant de mettre le cap sur Arusha. La délégation du FPR devrait être conduite par le vice-président du mouvement Patrice Mazimpaka. Question : le FPR va-t-il accepter de discuter avec un membre du gouvernement intérimaire ?... Mais on estime que le Rwanda n'est pas une dictature militaire et que le gouvernement se devait d'être représenté. Réponse à ces interrogations sans doute ce soir. »

Itw de Jean Marie Ndagijimana, ambassadeur du Rwanda à Paris (Dominique de Courcelles) :

Diffusée le matin

Itw de Pascal Gayama, secrétaire général adjoint de l'Oua (Kamel Djaider) :

«...On est d'autant plus déçu que le secrétaire général avait pris les contacts qu'il fallait avec les Nations unies...pour dissuader nos partenaires des Nations unies de procéder à une telle réduction drastique des effectifs de la Minuar. Nous sommes un peu amers à l'idée qu'une telle décision procède un peu d'une attitude discriminatoire...Il est vrai que les Nations unies sont très occupées... Nous pensons que le cas du Rwanda méritait une attention toute particulière ou, à tout le moins, le statu quo... »

P : L'Oua est prête à mettre en œuvre pour le Rwanda son mécanisme de prévention des conflits avec ses composantes politiques et militaires à condition que les deux parties le demandent. Une femme a choisi de sortir de son silence. Il s'agit de la veuve du président Habyarimana. Elle est aujourd'hui réfugiée en France avec sa famille. Mme Habyarimana affirme que ce sont les rebelles du FPR qui sont à l'origine de l'attentat contre l'avion présidentiel mais elle demande à ses concitoyens de cesser le combat.

Itw d'Agathe Habyarimana :

«Je fais un appel à la population de se calmer, de vraiment essayer de se calmer. Le président est parti mais il y a un nouveau gouvernement qui est là. Nous sommes tous ensemble contre le FPR qui nous a amené le malheur dans le pays. Le président calmait toujours les gens. Maintenant qu'il n'est plus là, je crois quand même que la paix malgré lui doit revenir. Je demande qu'au moins ça cesse mais je demande aussi au FPR de déposer les armes. Le FPR sait bien qu'il ne peut pas gouverner, autant une minorité, il ne peut pas gouverner une majorité. Ca, c'est sûr. »

P : Agathe Habyarimana, la veuve du chef de l'Etat.

560/ Afrique soir (1994 JAF 0113 C) - 23 avril 1994

P = Yves Rocle

T = Le FPR annonce un cessez le feu unilatéral pour lundi soir. Il indique qu'il ne le respectera que si les forces gouvernementales mettent fin aux massacres.

P :...La rencontre n'a toujours pas commencé...

Itw de Denis Polisi, deuxième vice-président du FPR (Muriel Pomponne) :

« Ce cessez le feu ne peut entrer en vigueur que si les militaires rwandais et les milices MRND-CDR arrêtent leurs massacres sur les populations civiles. Ou bien ils arrêtent ces massacres d'eux-mêmes ou bien s'ils ne les arrêtent pas, je pense que le FPR a une obligation morale de défendre les Rwandais... »

(Q. de M. P. : Vous êtes en train de me dire que l'annonce du cessez le feu n'est pas sûre, n'est pas certaine ?)

Pour nous, il est donné en toute sincérité. Il faut maintenant que l'autre partie accepte la condition. »

Pap. de Muriel Pomponne :

« Le doute plane toujours sur cette rencontre à Arusha. La délégation gouvernementale... n'est toujours pas arrivée. Mais surtout, il semble que le représentant du FPR présent à Arusha, Théodore Rudasingwa, ne s'est rendu en Tanzanie que pour annoncer ce cessez le feu et en présenter les conditions aux militaires rwandais. Il n'est pas à Arusha pour ouvrir des négociations avec la partie gouvernementale... Bref, sur le plan politique, on a l'impression que les positions n'évoluent pas. En revanche, il peut y avoir un progrès d'un point de vue militaire. »

P : ...Le gouvernement américain réclame à nouveau aujourd'hui un cessez le feu immédiat et l'Oua... se dit prête à faire le maximum pour permettre une relance des accords d'Arusha.

Itw de Pascal Gayama, secrétaire général adjoint de l'Oua (Kamel Djaidier) :

« C'est nous qui avons tout de même initiés les pourparlers qui avaient abouti aux accords d'Arusha. Nous sommes prêts à jouer le rôle qu'il nous sera possible de jouer, y compris la mise en œuvre de notre mécanisme de prévention des conflits avec ses composantes politiques et militaires... »

- Journaux Afrique du 24 avril 94 (1994 JAF 0114)

561/ Afrique matin (1994 JAF 0114 A)

P = Assane Diop

T = Rendez vous manqué des belligérants rwandais à Arusha. Le FPR s'est refusé à négocier avec le gouvernement intérimaire. En revanche, il propose un cessez le feu unilatéral pour demain lundi.

P : ...La délégation du FPR a provoqué le coup de théâtre en refusant de négocier avec le gouvernement intérimaire...

Itw de Denis Polisi, deuxième vice-président du FPR (Muriel Pomponne) :
Diffusée la veille au soir

P : Pour l'instant, aucune réaction de l'armée rwandaise à l'offre de cessez le feu. Ni les représentants du gouvernement intérimaire, ni les représentants de l'armée ne se sont rendus à Arusha. Outre la fin des massacres, le FPR avance d'autres conditions à son offre de cessez le feu unilatéral : la surveillance d'une éventuelle trêve par les 270 casques bleus, l'ouverture de négociations pour aboutir à l'application du plan de paix signé en Tanzanie en août dernier, plan prévoyant l'instauration d'un gouvernement de transition, l'exclusion à ces éventuels pourparlers des personnes impliquées dans les massacres, la mise en place d'un tribunal international chargé de trouver et de punir les auteurs de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana et enfin un contrôle conjoint de l'aéroport de Kigali, principal verrou du Rwanda, par le FPR et les FAR. Avec un tel catalogue de conditions, l'action de la communauté internationale est plus que jamais indispensable pour parvenir à un compromis entre les belligérants.

Itw de Pascal Gayama, secrétaire général adjoint de l'Oua (Kamel Djaidier) :
Diffusée la veille au soir

562/ Afrique midi (1994 JAF 0114 B) - 24 avril 1994

P = Yves Rocle

P : La plus grande confusion au Rwanda. Les combats se poursuivent à Kigali...

Pap. d'Anne Corpet :

«A Arusha, on attend toujours la tenue de ces pourparlers de paix. Ils n'ont pas été officiellement annulés... Le ministre de l'Intérieur du Rwanda se trouverait actuellement à Goma avec deux officiers supérieurs de l'armée. Un avion des Nations unies est prêt à les emmener vers Arusha mais l'appareil n'a pas encore décollé. De son côté, le FPR avait envoyé sur place son secrétaire général, Théodore Rudasingwa. Et on vient de l'apprendre, celui-ci a quitté ce matin Arusha... »

P : L'affaire semble encore se compliquer un peu plus. Parce que selon certaines sources, une autre médiation aurait lieu, ou serait en cours, à Gbadolite au Zaïre.

Suite du pap. d'Anne Corpet :

« Oui, elle aurait lieu au Zaïre sous les auspices du maréchal Mobutu... Le hic, c'est que le FP dément toute rencontre avec le gouvernement rwandais et donc nie l'existence d'un tel accord... Côté diplomatique, c'est donc la confusion qui l'emporte avec deux sites de négociations, deux propositions de cessez le feu mais aucune rencontre officielle entre les deux parties. Pendant ce temps, sur le terrain au Rwanda, vous l'avez dit, les combats se poursuivent sans relâche. »

P : Et les témoignages sur l'horreur en cours au Rwanda continuent à nous parvenir. La ville de Kigali n'est pas la seule touchée. Les massacres ont lieu aussi en province.

Itw de Roland Sindler, responsable de la Croix rouge internationale à Butare (Addala Benraad) :

« Ici, il n'y a plus aucune règle qui fonctionne. C'est simplement l'élimination de celui qui est considéré comme l'ennemi. Et on y va jusqu'au bout, jusqu'à son enfant, jusqu'à sa femme, jusqu'au bébé, jusqu'à ce que tout qui relie cette personne-là à l'ennemi.

(Q. d'A. B. : Et en ce moment les combats se poursuivent ?)

Il y en a toute la journée. C'est moins visible mais c'est pernicieux. C'est-à-dire qu'on fait maison par maison. On sort tout ce qui est considéré comme physiquement ressemblant à quelque chose qui n'est pas l'ethnie majoritaire. Et puis à peine qu'il y a un doute, on ne discute pas, on abat, on charcute. C'est quelque chose d'inadmissible. C'est de la boucherie. Toutes les organisations internationales à part MSF et le CICR se sont retirées. On a l'impression en fait qu'on oublie, qu'on laisse simplement les choses se faire, sans aucune réaction, uniquement parce que c'est un point, un petit point comme ça dans l'Afrique. Et puis ce n'est pas quelque chose qui fait l'effet de proximité comme par exemple Gorazde, dont on parle sans arrêt, qui est certainement bombardée mais où le drame ici même est absolument plus désastreux, j'en suis persuadé. »

563/ Afrique soir (1994 JAF 0114 C) - 24 avril 1994

P = Yves Rocle

T = La rencontre d'Arusha n'a pas eu lieu. Les Nations unies gardent un certain optimisme. Les combats se sont poursuivis toute la journée à Kigali.

Itw de Jacques Roger Booh Booh à Arusha (Anne Corpet) :

« Je ne pense pas que ce soit l'échec... Le secrétaire général du FPR... donnerait demain la réaction officielle de son parti. De ce côté, on ne peut pas dire que c'est un échec. Mais là où je peux manifester mon inquiétude, c'est l'absence des

représentants du gouvernement rwandais. Nous n'avons aucune nouvelle de cette délégation... »

P : Dans le même temps, l'ambassadeur du Rwanda à Bruxelles affirme que des contacts entre le FPR et l'armée rwandaise ont eu lieu à Gbadolite... Toujours, selon cet ambassadeur, cette rencontre avait permis de conclure un cessez le feu qui devait être signé ce matin, qui ne l'a pas été en raison de l'absence du représentant du FPR. Le FPR dément catégoriquement avoir rencontré un représentant du gouvernement rwandais au Zaïre. Quant aux combats, ils se sont poursuivis toute la journée à Kigali, c'est ce qu'indiquent les Nations unies. La violence se poursuit aussi en province. Vous avez pu entendre dans nos précédentes éditions un témoignage du délégué du CICR à Butare, qui faisait état de véritables massacres. Un autre témoignage me parvient à l'instant. C'est MSF Belgique qui nous le livre. 170 blessés rwandais qui étaient soignés à l'hôpital de Butare ont été systématiquement tués par la Garde présidentielle et ce à partir de samedi matin. MSF Belgique qui annonce aussi que son équipe a du quitter Butare.

- Journaux Afrique du 25 avril 94 (1994 JAF 0115)

564/ Afrique matin (1994 JAF 0115 A)

P = Assane Diop

T = Massacre au Rwanda de 170 civils par des soldats gouvernementaux. Ca s'est passé dans un hôpital de Butare au sud du pays. Après le FPR, c'est au gouvernement d'annoncer un cessez le feu unilatéral conclu au Zaïre.

P : Le gouvernement intérimaire rwandais a signé hier un cessez le feu à Gbadolite sous les auspices du président Mobutu... L'armée gouvernementale, dont certains éléments ont été mis en cause par MSF dans un massacre de 170 civils dans un hôpital de Butare.

Itw de Marie Spielman de MSF, réfugiée depuis hier au Burundi (Addala Benraad) :

« Nous, on a soigné 130 malades civils. Il y a une partie de ces malades civils qui se sont faits enlever de l'hôpital pour se faire tuer après.

(Q. d'A. B. : Par qui ?)

Par les autorités ou par quelques éléments incontrôlables, comme eux ils disent, mais qui étaient en uniforme. On est témoins de l'enlèvement de ces personnes de l'hôpital... Ce matin, on est parti de Butare pour le Burundi. En quittant la ville, on a vu sur des collines carrément des champs entiers de gens qui ont été tués. »

565/ Afrique midi (1994 JAF 0115 C) - 25 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Les combats continuent en dépit des deux cessez le feu décrétés unilatéralement par le FPR et le gouvernement intérimaire.

Pap. de Muriel Pomponne :

« Les combats ont encore opposé durant toute la nuit à Kigali les FAR aux rebelles du FPR. Pour autant, les médiateurs disent ne pas perdre espoir qu'un cessez le feu puisse enfin être appliqué... Bref, la guerre continue, les massacres aussi... »

Itw de Marie Spielman de MSF (Addala Benraad) :

Diffusée le matin

566/ Afrique soir (1994 JAF 0115 D) - 25 avril 1994

P = Pascal Gauthier

T = Poursuite des combats à Kigali. Le cessez le feu unilatéral décrété par le FPR doit théoriquement entrer en vigueur à 22 heures.

Itw de Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire (Dominique de Courcelles) :

« Si le FPR veut négocier avec l'armée rwandaise en dehors du cadre gouvernemental, je crois que ce n'est pas possible. Par contre, si le FPR veut négocier avec des militaires délégués par le gouvernement, là je pense que nous pouvons prendre les dispositions nécessaires pouvant donc permettre ce dialogue. Mais ne pas reconnaître notre gouvernement ne permettra pas au FPR de dicter n'importe quoi. A mon avis, le FPR n'est pas sincère quand il parle de cessez le feu. S'il avait été sincère, il n'aurait pas ouvert les hostilités le 6 et le 7 avril de cette année... Mais si cette fois-ci, le FPR, constatant l'évolution sur le terrain militaire et constatant l'évolution sur le plan politique, change d'avis et qu'il veut un véritable cessez le feu, avec des garanties suffisantes, là nous sommes prêts à accepter à composer avec lui. Mais nous n'avons pas confiance dans ses affirmations.

(Q. de D. de C. : Et vous-mêmes, le gouvernement a décrété aussi un cessez le feu unilatéral. Qu'en est-il ?)

« ...Nous avons fait une proposition de cessez le feu. Nous espérons que le président zaïrois va transmettre cela au FPR et que ce dernier pourra l'adopter... Si le FPR continue la guerre, nous espérons militairement le battre. »

- Journaux Afrique du 26 avril 94 (1994 JAF 0116)

567/ Afrique matin (1994 JAF 0116 A)

P = Philippe Leymarie

T = La situation est horrifiante à tous les points de vue, c'est ce qu'affirme un représentant du gouvernement américain.

Pap. d'Assane Diop :

« Pour Faustin Twagiramungu, les militaires rwandais sont à l'origine de la crise dramatique que traverse le Rwanda. Selon le Premier ministre qui aurait dirigé le gouvernement de transition issu des accords de paix d'Arusha, ce sont des éléments extrémistes qui ont abattu l'avion présidentiel... Twagiramungu, réfugié au Kenya, ajoute que ces mêmes militaires ont mis en place un gouvernement intérimaire à leur obédience... L'armée rwandaise, seule interlocutrice reconnue par le FPR, gardant pour le moment le silence, tout en apportant implicitement sa caution au gouvernement intérimaire. »

Itw de Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire (Dominique de Courcelles) :

« Si le FPR veut négocier avec l'armée rwandaise en dehors du cadre gouvernemental, je crois que ce n'est pas possible. Par contre, si le FPR veut négocier avec des militaires délégués par le gouvernement, là je pense que nous pouvons prendre les dispositions nécessaires pouvant donc permettre ce dialogue. Mais ne pas reconnaître notre gouvernement ne permettra pas au FPR de dicter n'importe quoi. A mon avis, le FPR n'est pas sincère quand il parle de cessez le feu. S'il avait été sincère, il n'aurait pas ouvert les hostilités le 6 et le 7 avril de cette année... Mais si cette fois-ci, le FPR, constatant l'évolution sur le terrain militaire et constatant l'évolution sur le plan politique, change d'avis et qu'il veut un véritable cessez le feu, avec des garanties suffisantes, là nous sommes prêts à accepter à composer avec lui. Mais nous n'avons pas confiance dans ses affirmations. »

P : La majeure partie des 1000 casques bleus de la Minuar évacués la semaine dernière sur Nairobi ont été finalement autorisés à regagner leur pays d'origine. Et cela après le rendez vous manqué des pourparlers interrwandais, ce que qu'indique le président en exercice du Conseil de sécurité, Colin Keating. Ils étaient prêts, dit-il, à être redéployés si des progrès étaient accomplis pendant le week-end.

P : Venu aussi des Etats-Unis cette déclaration du département d'Etat, Christine Shelley, selon elle, la situation au Rwanda est horrifiante à tous les points de vue en raison des combats qui s'y poursuivent.

568/ Afrique midi (1994 JAF 0116 C) - 26 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Les Nations unies prennent acte de l'échec des négociations de paix sur le Rwanda...

P : Le départ définitif des contingents des Nations unies postés à Nairobi... Pendant ce temps, les massacres continuent à travers tout le pays. Le HCR se dit très inquiet des risques d'épidémie, notamment à Kigali. De nombreux cadavres n'ont toujours pas reçu de sépulture... Blocage politique...

Pap. de Monique Mas :

« Le seul cadre sur lequel s'appuyer semble bien être l'accord de paix d'Arusha. C'est du moins l'espoir auquel se raccrochent tous ceux qui ont été la cible principale du bain de sang, chefs de partis, ministres ou leaders politiques hutus, visés en tant que partisans de l'accord d'août dernier, victimes en même temps que la communauté tutsie, assimilée elle au FPR, dans la tentative d'extermination finale à laquelle on assiste. Mais il y a donc des rescapés qui sont en train de se compter avant un retour sur la scène politique et diplomatique pour tenter d'arrêter le massacre et aussi cette deuxième guerre du Rwanda. Parmi eux, Faustin Twagiramungu, le Premier ministre désigné nommément par les accords d'Arusha, un Hutu président du MDR-Parmehutu, l'héritier du parti qui renversa en 59 la monarchie tutsie au Rwanda. Deux autres ministres du MDR ont aussi survécu, ceux des Affaires étrangères et de l'Enseignement primaire. Avec eux, au moins un ministre du parti social-démocrate, très important au sud du pays. Et puis des leaders du parti libéral ainsi que le président du parti démocrate chrétien. Certains sont sous la protection du FPR. Ensemble, ils entendent relancer la dynamique d'Arusha et faire valoir leur légitimité face au gouvernement intérimaire qui s'efforce d'occuper le vide laissé par la mort du président Habyarimana. »

Invité : Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire.

P : ... C'est même une clique de meurtriers, déclare le FPR. De passage à Paris, Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères, rejette toute responsabilité dans la mort du président ainsi que dans les massacres de civils et dans la reprise de la guerre, qu'il impute au contraire au FPR. Il estime au contraire que son gouvernement joue l'apaisement.

Itw de Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire (Dominique de Courcelles) :

«Depuis que le gouvernement a lancé une mission de pacification, qu'il a demandé à la gendarmerie de se déployer pour arrêter les massacres et les pillages, on atteint des résultats. C'est que les massacres sont allés en diminuant sur toute l'étendue du territoire national. Donc s'il n'y avait pas eu cette action du gouvernement, nous pensons que les dégâts auraient été beaucoup plus importants.

(Q. de D. de C. : Vous dites que les massacres diminuent en ce moment ?)

Ils diminuent beaucoup. Mais le problème c'est que le FPR-Inkotanyi, dans la partie qu'il contrôle, a procédé à des massacres atroces. Par exemple, dans la région du Mutara, on évalue à 20 000 personnes le nombre de tués par les éléments du FPR. Toutes ces actions du FPR ne facilitent pas la tâche à notre gouvernement.

(Q. de D. de C. : Monsieur le ministre, vous semblez dire au fond que tous les maux viennent du FPR. Que le FPR a massacré, que le FPR a bombardé la ville et que c'est lui qui a amené la guerre dans Kigali. Est-ce que la seule responsabilité en incombe au FPR ? Est-ce qu'après la mort du président Habyarimana, c'est le FPR qui a commencé les massacres ?)

Oui. Pourquoi. Parce que, juste après la mort du président Habyarimana, le FPR a immédiatement attaqué dans Kigali avec ses éléments qui étaient logés au palais du CND. Il a attaqué aussi sur le front nord. C'est suite à ces attaques que les massacres se sont répandus dans tous le pays.

(Q. de D. de C. : Vous savez que de nombreuses voix s'élèvent et disent que c'est essentiellement l'armée qui est responsable de ces massacres et dans l'armée la Garde présidentielle ?)

Beaucoup de ces choses sont fausses en réalité. Ce n'est pas le gouvernement rwandais qui a rompu l'accord de paix d'Arusha en ouvrant les hostilités, c'est le FPR. L'origine, c'est l'assassinat du chef de l'Etat que nous imputons au FPR et aux puissances qui le soutiendraient... Le FPR est à l'origine de tous les maux, de tous les massacres qui se font encore dans notre pays.

(Q. de D. de C. : Donc, pour vous, l'armée, la gendarmerie, la Garde présidentielle sont vraiment sans reproche ?)

Il y a sûrement des éléments de l'armée rwandaise qui ont commis des actes non recommandables, notamment l'assassinat de quelques personnalités. Mais on ne peut pas dire que c'est toute l'armée. Car en effet, il aurait été impossible à l'armée rwandaise de faire face d'une part à l'agression du FPR et en même temps de massacrer les gens.

(Q. de D. de C. : Le FPR a traité ce gouvernement, je cite, de clique de meurtriers et de gouvernement illégitime. Vous-même, vous dites que le FPR est responsable de tous les maux. Il semblerait qu'il y ait un impossible dialogue complet entre vous deux ?)

Dès que le gouvernement a été mis en place, nous avons tendu la main au FPR. Nous avons voulu lancer un appel au dialogue pour arriver à pacifier le pays, à mettre en place les institutions de la transition à base élargie. Le FPR a refusé, disant qu'il ne reconnaissait pas notre gouvernement... Notre gouvernement est conforme à la Constitution du Rwanda, celle du 10 juin 91... Si le FPR veut négocier avec l'armée rwandaise en dehors du cadre gouvernemental, je crois que ce n'est pas possible. Par contre, si le FPR veut négocier avec des militaires délégués par le gouvernement, là je

pense que nous pouvons prendre les dispositions nécessaires pouvant donc permettre ce dialogue. Mais ne pas reconnaître notre gouvernement ne permettra pas au FPR de dicter n'importe quoi.

(Q. de D. de C. : Ce cessez le feu que le FPR a déclaré, vous y croyez ?)

A mon avis, le FPR n'est pas sincère quand il parle de cessez le feu. S'il avait été sincère, il n'aurait pas ouvert les hostilités le 6 et le 7 avril de cette année. Mais si cette fois-ci, le FPR, constatant l'évolution sur le terrain militaire et constatant l'évolution sur le plan politique, change d'avis et qu'il veut un véritable cessez le feu, avec des garanties suffisantes, là nous sommes prêts à accepter à composer avec lui. Mais nous n'avons pas confiance dans ses affirmations.

(Q. de D. de C. : Et vous-même, le gouvernement a décrété aussi un cessez le feu unilatéral. Qu'en est-il ?)

...Nous avons fait une proposition de cessez le feu. Nous espérons que le président zaïrois va transmettre cela au FPR et que ce dernier pourra l'adopter... Si le FPR continue la guerre, nous espérons militairement le battre. »

569/ Afrique soir (1994 JAF 0116 D) - 26 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = Les rebelles accusent les troupes gouvernementales de violer le cessez le feu. Dans le reste du pays, des bandes armées poursuivraient en ce moment les massacres, notamment dans le sud.

P : ...Le FPR vient de proposer un nouveau délai jusqu'à vendredi minuit.

Itw de Roméo Dallaire (Monique Mas) :

« ...Les affrontements comme tels ne sont pas significatifs.

(Q. de M. M. : Est-ce que vous pensez que malgré tout ça, on pourrait s'acheminer vers des négociations, des discussions en tout cas ?)

On a au moins un geste qui est un document présenté d'un côté. On avait eu un document au préalable présenté par le groupe des officiers qui avait espéré un cessez le feu il y a presque deux semaines. Le seul autre document, c'est celui du FP du jour. Et c'est sur ce document-là que les gens portent leur attention... Moi, je trouve que c'est au moins un geste vers l'avant. L'étude du contenu, les réactions, c'est pour ce soir et demain. »

Itw de Philippe Gaillard, délégué du CICR au Rwanda (Muriel Pomponne) :

« La journée d'aujourd'hui, elle est positive parce qu'on a pu avoir des contacts avec le président et le vice-président des Interhawe. Ces milices armées qui se comportent d'une manière extrêmement violente et qui sont peut être responsables du plus grand nombre de morts qu'il y a eu jusqu'à maintenant au Rwanda et qu'il y

aura sans doute encore. Dans un communiqué diffusé à la radio, et dont nous avons copie, signé par le président et le vice-président de ces milices armées, les Interhawe appellent au calme, demandent que lorsqu'il y a quelqu'un qui est suspect d'être sympathisant des rebelles, il soit remis à des autorités supérieures compétentes. Et on a eu une démonstration de cela aujourd'hui. Ils demandent enfin, et pour nous c'est fondamental, que le personnel, les véhicules et les blessés transportés par la Croix rouge soient respectés. »

- Journaux Afrique du 27 avril 94 (1994 JAF 0117)

570/ Afrique matin (1994 JAF 0117 A)

P = Philippe Leymarie

T = L'appel des personnalités africaines pour la cessation du conflit au Rwanda.

Pap. d'Assane Diop :

« Cette mobilisation s'adresse aux belligérants mais également à la communauté internationale et en particulier aux citoyens africains. Les signataires les exhortent à redoubler d'efforts pour un règlement pacifique du conflit et à apporter une assistance humanitaire aux victimes. Cet appel qui se présente sous la forme d'une lettre ouverte adressée au secrétaire général de l'Onu et au président du Conseil de sécurité... Parmi les signataires, on relève le nom du nigérian Wole Soyinka, de Monseigneur Desmond Tutu, de Nelson Mandela, du sénégalais Babacar Ndiaye, président de la BAD ou encore de juristes tel Adama Dieng... Le CICR, dans une conférence de presse donnée hier à Nairobi, a avancé un bilan de 100 000 morts sur l'ensemble du Rwanda depuis le début des massacres. Le CICR affirme également être dans l'impossibilité de travailler actuellement au Rwanda en raison de la poursuite des hostilités. »

P : On apprend que de violents combats ont éclaté cette nuit à Kigali...

571/ Afrique midi (1994 JAF 0117 C) - 27 avril 1994

P = Donaig Le Du

T = Des combats très violents ont éclaté cette nuit à Kigali.

P : ...Les tentatives de cessez le feu n'ont eu aucune conséquence sur le terrain. Pourtant selon les témoins que vous avez pu joindre ce matin à Kigali, Monique Mas, la situation semblait s'être un peu calmée.

Pap. de Monique Mas :

«On entendrait à Kigali quelques rares échanges de tirs. Rien de comparable avec les violents combats à l'arme lourde de cette nuit... Il n'y a donc pas eu de cessez le feu... La Croix rouge internationale était ce matin à l'aéroport pour réceptionner 17 tonnes de matériel médical... Mais surtout la Croix rouge veut tester la bonne foi du gouvernement intérimaire qui a promis de laisser évacuer les blessés. Les premières tentatives d'évacuation devraient concerner plusieurs centaines d'orphelins de Gisenyi ainsi que les 5 000 civils réfugiés dans un stade à Cyangugu. La Croix rouge veut espérer que cela ne se passera pas comme dimanche, où trois femmes ont été achevées par des miliciens de l'ancien régime. »

Itw d'Assane Bah du CICR (Assane Diop) :

« Sensibiliser la communauté internationale concernant la situation au Rwanda et mobiliser l'opinion publique africaine... Le sens profond de cette démarche est de démontrer que les Africains ne sont pas insensibles... »

(Q. d'A. D. : Lorsqu'il s'agit de 100 000 morts, comme l'indique le CICR, il ne s'agit pas de déterminer qui est bon, qui est méchant ?)

Le plus important, c'est de voir ce qu'on peut faire pour secourir les victimes...

(Q. de M. M. : Cet appel a été adressé au secrétaire général des Nations unies, au président du Conseil de sécurité ?)

Il a aussi été envoyé à la Maison blanche, au président du CICR, au président du HCR. Aujourd'hui, nous allons l'adresser à l'Oua... »

P : Amnesty International met en cause les responsables militaires et gouvernementaux du Rwanda. Amnesty affirme que ce sont eux qui ont donné l'ordre de tuer. Amnesty qui demande à la communauté internationale d'intervenir pour faire cesser les massacres. Un avion français partira vendredi pour Bujumbura...

572/ Afrique soir (1994 JAF 0117 D) - 27 avril 1994

P - Edmond Sadaka

T - De violents combats ont fait rage aujourd'hui à Kigali.

P : ...Les organisations humanitaires sur place parlent du risque d'épidémies et de la poursuite des massacres dans le sud et dans l'est du pays. Cet appel au secours lancé par quelques 500 personnes réfugiées dans l'un des principaux hôtels de Kigali, l'hôtel des Mille Collines. Un appel relayé par la FIDH.

Itw de maître Jacobi, président de la FIDH (Monique Mas) :

«Je ne peux pas faire autrement que de répercuter cet appel au secours... Je vous donne quelques extraits de ce message. Nous n'avions plus de communications avec Kigali. C'est le premier signe depuis dix jours. « Ici, c'est la tragédie, le génocide continue. A Kigali, les tueurs cherchent ce qui se sont cachés et les tuent. Hier, ils ont tué 70 à Nyamirambo, enfants, vieillards, femmes enceintes. Parallèlement, les pilonnages à l'artillerie lourde continuent. Dans le pays, tous les Tutsi ont été sauvagement massacrés par les tueurs envoyés de Kigali. Aucune personne, surtout Tutsi, n'a été épargnée. Même les anciens préfets de Kibungo et Butare viennent d'être massacrés. Dans la préfecture de Butare, il y a plus de 100 000 tués. Hier c'était Nyanza. Nous, à l'hôtel, nous sommes plus ou moins 500. Il y a seulement six soldats de la Minuar qui nous gardent. Et plusieurs tentatives ont été faites pour nous assassiner. Nous sommes, depuis une semaine, sans eau et sans nourriture. Les blessés ne sont pas soignés, les femmes accouchent. Faites quelque chose au plus vite. Criez au monde notre tragédie. Nous voulons vivre. Aider à vivre. » Suit une liste d'amis qui ont été massacrés. « Excuse moi pour l'écriture, je tremble. La force, je suis au bout. » C'est signé de quelqu'un que je connais personnellement. »

Itw d'Assane Bah du CICR (Assane Diop) :

Diffusée à midi

P : Le gouvernement qui s'est autoproclamé a lancé une offensive diplomatique en Europe et en Afrique. Le ministre des Affaires étrangères qui se trouve actuellement à Paris a eu des contacts à l'Elysée et à Matignon. Dans une conférence de presse donnée à Nairobi, l'ex-parti présidentiel a accusé l'opposition civile et le FPR d'avoir eu l'intention d'organiser un coup d'Etat contre le président Habyarimana. Ils remettent en cause la responsabilité des militaires dans les massacres et ceci à l'encontre de tous les témoignages émanant des Nations unies et des différentes organisations humanitaires. Ils affirment même que les dix casques belges n'ont pas été assassinés mais qu'ils sont morts lors des combats. La division africaine de l'organisation Human Right Watch s'est déclarée troublée en apprenant que des représentants du gouvernement rwandais venaient d'être reçus à Paris par les autorités françaises. Elle a déploré la tenue de telles rencontres qui pourraient

indiquer, je cite, que le régime actuel à Kigali pourrait un jour être acceptable aux yeux d'autres gouvernements légitimes dans le monde.

- Journaux Afrique du 28 avril 94 (1994 JAF 0118)

573/ Afrique matin (1994 JAF 0118 A)

P = Philippe Leymarie

T = Des réfugiés dans un grand hôtel de Kigali lancent un appel au secours.

Itw de maître Jacobi, président de la FIDH (Monique Mas) :

Diffusée la veille au soir

P : Le gouvernement qui s'est autoproclamé a lancé une offensive diplomatique en Europe et en Afrique. Le ministre des Affaires étrangères qui se trouve actuellement à Paris a eu des contacts à l'Elysée et à Matignon. Dans une conférence de presse donnée à Nairobi, l'ex-parti présidentiel a accusé l'opposition civile et le FPR d'avoir eu l'intention d'organiser un coup d'Etat contre le président Habyarimana. Ils remettent en cause la responsabilité des militaires dans les massacres de ces dernières semaines.

574/ Afrique midi (1994 JAF 0118 C) - 28 avril 1994

P = Sylvie Noël

T = De nouveaux bombardements à Kigali. Ce matin, c'est le quartier général du FPR qui a été bombardé à l'arme lourde. Par ailleurs, le gouvernement formé après la mort du président Habyarimana poursuit son offensive diplomatique en Europe. Toutefois, le ministre rwandais des Affaires étrangères qui se trouve actuellement à Paris vient de se voir refuser un visa pour se rendre en Belgique.

P : Ce matin, c'est le quartier général du FPR qui a été bombardé à l'arme lourde alors que des casques bleus se trouvaient à l'intérieur. Par ailleurs, le gouvernement formé après la mort du président Habyarimana poursuit son offensive diplomatique en Europe et en Afrique. Le ministre rwandais des Affaires étrangères a été reçu à l'Elysée, à Matignon et au ministère des Affaires étrangères...

Pap. de Monique Mas :

« Bruxelles ne veut pas recevoir Jérôme Bicomumpaka... Mais il était difficile pour la Belgique de recevoir le représentant d'un gouvernement qui l'accuse d'avoir trempé dans l'attentat contre l'avion présidentiel... Jérôme Bicomumpaka séjourne en France avec le président de la CDR... Tous les témoignages mettent en cause leurs milices dans les massacres. La priorité pour les autorités françaises, c'est de parvenir à un cessez le feu et de relancer la dynamique de paix d'Arusha... »

P : Le PS français appelle la France et la communauté internationale à mettre tout en œuvre pour que soit appliqué l'accord d'Arusha autour du Premier ministre désigné.

575/ Afrique soir (1994 JAF 0118 D) - 28 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = Alors que les combats continuent, les ONG multiplient les appels à l'aide internationale. Il faut dire que sur le terrain, la situation humanitaire se détériore de jour en jour. MSF avance aujourd'hui le chiffre d'au moins 200 000 morts en l'espace de trois semaines.

P : A Genève, le CICR n'hésite pas à parler d'horreur totale. « On est au cœur des ténèbres », disait tout à l'heure Tony Burgener.

Itw de Tony Burgener, porte-parole du CICR (Ghislaine Dupont) :

« Nos délégués sont témoins de ces massacres... Le témoignage d'un délégué qui venait d'arriver à Genève, qui nous a dit : « Moi je suis vraiment sorti du cœur des ténèbres, c'est l'horreur, c'était pas imaginable qu'une chose pareille puisse se passer. » C'est un cri d'alarme de leur part... »

P : ...MSF Belgique parle de génocide en cours dans un pays plongé dans l'anarchie totale. De son côté, l'Unicef lance un cri d'alarme, affirmant qu'une épidémie de choléra menace maintenant Kigali...

Pap. de Monique Mas :

« Les autorités françaises estiment qu'il est nécessaire de maintenir le contact avec toutes les parties rwandaises pour encourager la reprise du dialogue. Paris affirme avoir des contacts avec le FPR et souligne que ce gouvernement représente aussi une des composantes des forces politiques rwandaises... »